



COMPTE RENDU DU SÉMINAIRE

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL : APANAGE DU MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE OU PROJET DE COLLECTIVITÉ?

22 JANVIER 2004

Note : *Les zones de texte ombragées correspondent aux éléments de contenu qui apparaissent les plus importants à retenir, et ce, sans exclure les autres éléments et une interprétation différente quant à leur importance.*

SOMMAIRE

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement, au sein des communautés, des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale, de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif et, d'autre part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement. Le développement social n'est pas exclusif au mouvement communautaire mais doit se faire de manière inclusive avec ce dernier.

Le développement social est l'enfant pauvre du développement dans la région. Les demandes vont en augmentant sans que les ressources suivent le mouvement de façon suffisante et satisfaisante pour le milieu communautaire. Ville de Saguenay a pris conscience de l'importance du développement social dans un contexte de développement économique en déclin. Les élus municipaux ont pris des actions en ce sens en injectant des ressources afin de mettre en place une politique en matière de développement communautaire.

Les intervenants locaux du développement social réclame un projet de société que Ville de Saguenay n'a pas été en mesure de fournir aux premières élections. Bien qu'il soit difficile d'identifier à quoi ce projet de société pourrait ressembler, il se devra d'être mobilisateur et d'être fait en concertation avec les acteurs sociaux, les élus et l'ensemble de la population. Il devra également être issu du milieu local et Ville de Saguenay devra avoir les pouvoirs nécessaires à sa réalisation. Ce projet de société en sera un qui nécessitera une vision à long terme du développement social et non une vision sur quatre ans.

Dans un contexte où la participation des citoyens subit des baisses dramatiques, le développement social aura besoin plus que jamais de l'implication de la population, des élus et des intervenants économiques afin d'arriver à une société plus juste, où la qualité de vie de la communauté aura été améliorée, où on tiendra compte d'abord et avant tout de la primauté des personnes et où la richesse sera répartie de façon plus équitable.

Depuis plusieurs mois, des efforts sont entrepris par des acteurs de groupes communautaires afin d'établir une politique de reconnaissance entre les organismes communautaires et Ville de Saguenay qui propose l'établissement d'un contrat social afin d'améliorer les rapports de concertation et la reconnaissance mutuelle des partenaires dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes. Une telle politique pourrait permettre l'amélioration des liens entre le mouvement communautaire et la municipalité ainsi que leur permettre d'orienter leurs efforts afin de prévenir les nombreux problèmes sociaux présents sur le territoire de Ville de Saguenay.

A. DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET COLLECTIVITÉ

- *Norbert Rodrigue, président directeur général de l'Office des personnes handicapées du Québec*

Définition

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement au sein des communautés, dans les régions et à l'échelle de la collectivité, des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale, de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif et, d'autre part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable soucieux de justice sociale. Dans cette optique, le développement social, tout comme le développement économique et le développement culturel sont des dimensions interdépendantes et complémentaires d'un projet de société.

Le développement social au Québec

Au Québec, comme dans d'autres sociétés industrialisées, nous sommes confrontés à des problèmes importants. La pauvreté, le chômage, la situation des jeunes, l'exclusion, la marginalisation sont des problèmes qui surviennent dans un contexte où certains phénomènes prennent de l'ampleur. Pensons, par exemple, au vieillissement accéléré de la population du Québec, à l'augmentation du nombre de familles monoparentales et à l'accroissement de diverses formes d'exclusion. Ici dans la région, pensons au nombre de personnes vivant avec une incapacité, soit l'équivalent de la ville d'Alma (30 000 personnes et plus) et au phénomène de l'exode des jeunes.

Ces problèmes ne sont pas nouveaux même si quelques-uns d'entre eux semblent vouloir prendre de l'ampleur. Plusieurs de nos politiques sociales visent justement à s'attaquer à ces problèmes. Malgré les efforts d'adaptation et les coûts que génèrent ces politiques, les problèmes continuent d'être présents de façon préoccupante. C'est précisément cette incapacité de nos programmes et politiques à régler les problèmes, malgré les efforts déployés, qui est inquiétante. Les critiques sont très nombreuses. Plusieurs soutiennent que ces programmes et politiques doivent être considérés comme insuffisants pour prendre en compte les besoins réels des personnes. D'autres soutiennent par contre qu'ils sont trop coûteux, qu'ils génèrent de la dépendance, qu'ils contribuent à la désaffiliation sociale des personnes au lieu de favoriser le développement de l'autonomie et d'encourager la débrouillardise, etc.

Il faut tenir compte du fait que nous sommes présentement en période de changements économiques et sociaux importants. Notre société ne dispose pas d'autres choix que de s'adapter face aux impératifs nouveaux qui découlent, par exemple, de la mondialisation des échanges commerciaux, de la libéralisation des marchés. On mesure encore assez mal les bouleversements que cela implique. Parmi ceux-ci, rappelons la circulation étonnante et fluide des capitaux, la fragilité des économies nationales de même que les stratégies des états pour préserver l'attractivité de leur économie. Notons aussi, la concurrence internationale qui se renforce et à laquelle les entreprises doivent faire face, le marché du travail qui se trouve profondément modifié par les impacts de cette

concurrence internationale et par l'utilisation de nouvelles technologies qui requièrent de moins en moins de main-d'œuvre mais une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée, voir hautement spécialisée. Ce sont des changements qui se produisent et qui sont accompagnés d'un changement de paradigme au niveau du développement.

On a souvent entendu que le développement économique précède le développement social. Notre vision traditionnelle des choses était à l'effet que le développement économique permettait à la fois l'accès à l'emploi pour les personnes et la production de la richesse alors que les programmes sociaux mis en place par l'État visait la redistribution de ces richesses et l'existence de diverses sommes de compensation pour les personnes exclues de l'activité économique. Nous pouvons dire que nous assistons, depuis quelques années, à une situation à l'antithèse de l'ancien paradigme. L'activité économique, même si elle est en reprise, ne crée pas ce qu'elle créait avant notamment au niveau de l'emploi et au niveau des mesures pour contrer des problèmes sociaux.

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont donc de plus en plus complexes et ils appellent de nouvelles solutions également plus complexes. Ces solutions échappent au paradigme qui fondait jusqu'à maintenant nos programmes et nos politiques car les problèmes auxquels nous sommes confrontés s'inscrivent justement dans un nouveau contexte où les rapports entre l'individu, la société civile et l'État se trouvent modifiés.

Le développement social passe par le local et par la mobilisation des communautés. Ce retour au local représente le premier pas à faire dans une perspective de développement social. C'est d'abord dans les communautés, proche des personnes, que peuvent se nouer plus facilement les solidarités. C'est également au sein des communautés qu'il nous faut agir si nous voulons renforcer le tissu social qui fut beaucoup négligé.

Développement social et collectivité

Depuis des années, il semble y avoir un consensus à l'effet que le fonctionnement sectoriel par silo des différentes organisations sociales et politiques constitue un écueil important. Plusieurs recherches sociales arrivent forcément à conclure que le partenariat, sous sa forme noble, avec d'autres secteurs d'activité et l'action intersectorielle sont les avenues les plus prometteuses. Les régions du Québec, dont le Saguenay-Lac-Saint-Jean, sont capables de faire la démonstration de l'action intersectorielle malgré que ce ne soit pas toujours parfait. Il y a un certain nombre de conditions à réunir pour permettre une telle action intersectorielle et le défi du Québec, comme dans nos territoires au cours des prochaines années, sera justement de favoriser cette intersectorialité en réunissant les conditions nécessaires.

Il y a une expression unanime des territoires sur la nécessité de revoir le partage des responsabilités, des pouvoirs et des ressources entre les différents paliers d'intervention. Tous ces débats menés au Québec sur la décentralisation, la régionalisation, la déconcentration, perdurent toujours et nous entrons dans une nouvelle ère. Nous devons maintenant revoir les cartes en raison des changements de structures régionales survenus à l'automne dernier. Il y a également un questionnement au niveau du rôle de l'État. Il apparaît fondamental que nous tentions de nous entendre pour ne pas endommager l'État

au point où son rôle de régulateur et son rôle de garant des droits sociaux, de l'équité et de la redistribution de la richesse soient touchés. Il est fondamental que ces rôles de l'État soient conservés si on ne veut pas verser dans une situation complètement déséquilibrée.

En conclusion

Plusieurs considèrent qu'échanger et réfléchir sont des pertes de temps. Pourtant nous dépendons tous et toutes des efforts de réflexion qui sont faites à l'égard de certaines situations. Une réflexion continue et ouverte exerce nécessairement des pressions sur les décideurs qui sont autour de nous. Elle fait appel également à des mobilisations et fait en sorte que, dans un nouveau contexte comme celui où nous vivons, nous pouvons voir comment nous allons recomposer le jeu de cartes. Dans un territoire comme le nôtre, les besoins de solidarité, les besoins d'intersectorialité et la capacité d'élaborer des projets communs sont de même nature que dans les autres régions.

Parler de développement social dans un contexte comme celui que nous connaissons peut paraître utopique tellement les défis sont importants mais nous ne devons pas abdiquer pour autant. Peut-on accepter que 40 % des êtres humains devront continuer à survivre avec 3,3 % du revenu mondial? Peut-on accepter le fatalisme de ceux qui affirment que le rapprochement avec le modèle américain est inéluctable? Est-ce qu'on peut accepter de se rapprocher d'un modèle où une greffe du foie coûte 250 000 \$, où un simple accouchement coûte 10 500 \$? Il faut se reposer, notamment, sur la confiance portée à l'intelligence des personnes et des communautés. À travers plusieurs observations, nous pouvons discerner cette capacité des personnes et institutions de réfléchir collectivement de même que cette capacité d'innover et de croire que nous pouvons, ensemble, faire mieux et autrement.

Questions du public

1. Dans le mouvement de restructuration, de réflexion, les syndicats ont joué un rôle important comme tribune pour le développement social. J'aimerais connaître votre point de vue sur l'évolution du mouvement syndical comme lieu de débat. N'y a-t-il pas aussi un effort à faire? On a le sentiment que lorsqu'il s'agit de faire des réflexions en profondeur pour justement refaire le tissu social à un niveau territorial, il y a certaines choses qui semblent échapper de ce côté-là.
 1. Je pense que les syndicats doivent réfléchir afin de revoir comment la réflexion qu'ils doivent mener doit s'ajuster. Je dois concéder qu'ils portent des missions sociales importantes. Je pense à l'équité salariale, à la question des jeunes, etc. Les syndicats sont un peu comme nos communautés, ils ne sont pas à l'abri d'être un peu secoués par les changements dans la société en général. Ils sont affectés dans la même mesure que d'autres groupes dans la recherche d'alternatives. Le syndicalisme aux États-Unis et en Europe a fait une chute très importante depuis les vingt dernières années. Au Québec, nous nous sommes maintenus. J'ai demandé à des grands experts américains et autres pourquoi il y avait un déclin du syndicalisme. La réponse que j'ai eue

systématiquement portait sur la capacité du mouvement syndical de porter un projet social.

2. Nous avons une fermeture d'usine importante à Ville de la Baie qui a un effet terrible sur l'arrondissement. Les syndiqués sont très mobilisés, très combattants et le pouvoir politique municipal les appuie. Ceux qui sont vraiment importants, soit les dirigeants de l'entreprise, sont très silencieux. On sent que pour eux, les jeux sont faits. Le nouveau gouvernement du Québec veut que l'État s'en mêle le moins possible ce qui n'est pas très rassurant dans une situation comme celle-là. On sent que les syndiqués sont vraiment là, vraiment ensemble. Mais qu'est-ce qu'ils peuvent faire dans un contexte de société où l'entreprise privée domine et l'État se recule de plus en plus?
 - En parlant de la complexité des solutions, c'est un peu ce que je voulais dire. Les marchés se sont modifiés et les entreprises se sont internationalisées. Je pense que la mobilisation à laquelle on assiste est nécessaire. La recherche d'alternatives c'est une autre question. Le rapport de force économique dans ce cas, c'est l'entreprise qui l'a probablement davantage que la communauté. Il faut voir si le rapport de force sociale est suffisant pour infléchir un certain nombre de décisions du côté économique. Il faut que la communauté s'organise pour essayer de trouver des alternatives, ce qui n'est pas facile. Dans ce cas-là, les autorités municipales ont intérêt à voir cela sérieusement. L'alternative, en terme de rapports de force, ne peut être que sociale. C'est une mobilisation communautaire, locale et régionale qui exercera son rapport de force.
3. Vous avez parlé de la pertinence d'un projet social à l'échelle nationale mais je pense que ce peut être aussi très pertinent au niveau local ou régional. On vit actuellement, une certaine démobilité sociale. D'abord, on a démantelé un certain nombre d'instances, CRCO et CLD, qui permettaient une mobilisation ou du moins qui permettaient aux gens qui sont mobilisés d'avoir des représentants auprès de certaines instances décisionnelles. Cette démobilité, elle peut nous faire craindre beaucoup surtout qu'elle semble se situer dans un vaste mouvement où nous n'avons pas beaucoup de prises. Comment pourrait-on travailler à la continuité d'un projet social dans un contexte de démobilité qui peut s'accroître?
 - J'ai lu un peu Mao Tsé-toung et j'ai retenu une phrase qui dit « Pour transformer la réalité, il faut la connaître ». La première chose, qu'il faut faire c'est de bien connaître notre réalité. Deuxièmement, c'est de la faire connaître à nos partenaires, aux divers groupes qui sont susceptibles d'être sympathiques à la nécessité d'une mobilisation et d'un projet. Troisièmement, c'est d'être capable de reconnaître les faiblesses que nous avons eues au cours d'un certain nombre d'années. Il faut regarder dans nos territoires comment on peut s'adresser aux nouvelles structures.

B. DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL À LA CRÉATION DE LIEUX DE DIALOGUE

- *Pierre-André Tremblay, anthropologue et professeur à l'UQAC*

Pourquoi parler du développement social?

Le développement social est un vieux concept qui a repris de la vigueur en 1995 au Sommet mondial de l'ONU sur le développement social à Copenhague. Les quinze années précédentes avaient été marquées fortement par la présence du néo-libéralisme qui, en réorganisant les économies, a désorganisé les sociétés. Face à plusieurs problèmes politiques, les états ont décidé qu'il fallait prendre des mesures pour tenter de faire tenir ensemble des sociétés qui se désagrégeaient. Il fallait donc repenser le social face à l'incapacité de l'économie marchande à tenir la société de façon cohérente.

Pour voir partiellement ce qu'est le social, on peut regarder les domaines de réflexion que c'était donné le Sommet mondial de l'ONU sur le développement social : la question de la pauvreté, l'emploi, l'intégration sociale, l'équité entre hommes et femmes, l'éducation, la santé. On peut aussi définir le social comme tout ce qui est à l'extérieur de la politique et de l'économie, en particulier de l'économie marchande. La question du social c'est aussi la question des appareillages sociaux, qui produisent et distribuent ce qu'une société a besoin pour se reproduire de façon viable.

À la même époque que le Sommet mondial de l'ONU, le Québec embarque dans le mouvement du développement social par le biais de colloques régionaux et d'un forum québécois. Les colloques régionaux ont préparé des réflexions sur la question du développement social. La plupart de ces colloques ont ciblé des enjeux, des questions à régler et des façons de cadrer ces questions. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'action de la pauvreté a été vue comme fondamentale. En passant à une perspective « développementale », on allait au-delà de la simple question des services sociaux en tentant de remonter vers des causes plutôt que de faire du curatif.

Un des aspects fondamentaux du forum régional, du forum national et du forum de Copenhague était l'importance de la société civile. Les états ne peuvent plus prétendre faire tout, tout seul. La société civile est devenue un acteur fondamental.

La société civile comme acteur du développement social

Au 18^{ème} siècle, des penseurs européens soutiennent qu'on ne peut pas réduire une société à l'organisation étatique, aux apparences politiques. Par l'expression société civile, les penseurs cherchent à identifier ce qui se passe dans la société au-delà de la politique. Ils en viennent à définir la société civile comme étant une société « polie ». En dessous de la société publique, politique, il y a la vie privée qui est constituée par les individus qui se rencontrent sur une base égalitaire et volontaire. Aux 18^{ème} et 19^{ème} siècle, il y a une sorte d'équivalence entre libéralisme, société civile, vie économique et société marchande. Il y a aussi l'idée que la vie politique sera déterminée par cette vie civile.

Au 20^{ème} siècle, les choses vont changer. D'abord, on réalise que la simple opposition entre politique et économie, entre l'État et le marché, n'est pas exhaustive. Il y a d'autres

dimensions que la politique et l'économie dans la vie sociale. C'est également à cette époque que le discours du social réapparaîtra porté principalement par la sociologie. La définition qu'on en donne est cependant à caractère négative; le social c'est ce qui est ni politique (l'État), ni économique (le marché). C'est la sphère familiale, la sphère des liens gratuits, la sphère de l'altruisme, des relations interpersonnelles qui ne sont pas motivées par la volonté de pouvoir ou par la recherche d'un profit. À la différence d'une approche économique, ces activités sont organisées. La société civile ne relève pas d'un fonctionnement spontané mais d'organisations, plus ou moins structurées, qui fonctionnent à la solidarité.

La société civile ne peut pas être réduite seulement à une distinction par rapport à l'État. Elle se distingue aussi de l'économie. Lorsque l'on pense aux groupes communautaires, on les associe au ministère de la santé et des services sociaux ce qui les met en dépendance par rapport à l'État. Il faut distinguer la société civile non seulement de l'État mais également du marché.

Il faut donc se questionner sur ce que nous pouvons attendre maintenant de la société civile. Premièrement, on peut en attendre un mode d'action motivé par la solidarité afin de dépasser le bureaucratisme et la domination marchande qui est fautive de troubles, d'inégalité et d'exploitation. Deuxièmement, on peut en attendre une insertion dans la quotidienneté afin d'axer sur la liaison entre les individus et les groupes. Finalement, on peut en attendre une occasion de participation qui vise l'inclusion citoyenne. La question fondamentale concerne la destruction des liens sociaux et le délitement des enjeux sociaux. Cette question des liens sociaux sera la question fondamentale des vingt prochaines années.

La société civile locale

L'intérêt de la société civile et de son implication dans le développement social est moins de mettre l'accent sur la livraison de services que sur l'identification des enjeux et la définition des situations. De plus, il faut mobiliser et non seulement gérer car l'État ne peut pas remplacer les citoyens. Aucune société n'étant homogène, la société civile fait face à une situation d'inégale répartition des ressources.

On peut donner deux tâches majeures à la société civile : la lutte à l'exclusion et la lutte à l'appropriation. Dans la lutte à l'exclusion, nous sommes face à des groupes nouveaux (les jeunes, les travailleurs pauvres), de même qu'à des formes et des causes nouvelles d'exclusion. La lutte à l'appropriation doit dépasser l'État « gardien de nuit », c'est-à-dire celui qui va s'assurer que les règles de fonctionnement sont respectées. L'État « gardien de nuit » est ramener à un rôle légal et répressif et doit maintenir la sécurité des personnes et des biens, maintenir l'ordre social, garantir le respect des règles contractuelles, et autres. Ces fonctions sont fondamentales et régissent la vie collective. Cependant, les décisions sur ces règles sont inaccessibles, de façon croissante, aux catégories de population en ayant le plus besoin. Elles sont de plus en plus appropriées par des gens qui, au fond, n'ont pas besoin de l'État pour agir. Les gens qui ont besoin de l'État sont de plus en plus exclus de la parole publique ce qui oblige un changement dans notre compréhension de la démocratie pour sortir d'une conception strictement étatique

de celle-ci. L'enjeu fondamental consiste donc à ouvrir des lieux de débats, des espaces publics et des arènes de discussion dans un contexte où ces lieux sont de moins en moins nombreux et de plus en plus occupés par un petit nombre de personnes. Il faut aussi créer des espaces publics pour recréer du collectif afin d'éviter une double clôture de la vie sociale et un approfondissement des inégalités. D'où l'importance de la formation, de l'éducation et du refus de nous cantonner dans les rôles qui nous sont donnés par les bureaucraties.

Conclusion

Le modèle québécois a beaucoup fonctionné par consensus. Il faut cependant dépasser cela car la recherche de la bonne entente à tous prix brise le mouvement. Le modèle québécois a de plus souvent été un modèle élitiste. Il faut cependant associer les gens aux décisions et se rappeler que les appareils d'État visent à appliquer les décisions des gens et non à les prendre pour eux.

De plus, il faut renouveler notre compréhension de la démocratie. Il ne faut pas limiter la définition de la démocratie et la restreindre à une démocratie de représentation. La démocratie, ce n'est pas seulement se donner des dirigeants mais c'est aussi les contrôler.

La dernière dimension réside dans l'importance du local. La mondialisation ce n'est pas l'abolition des espaces mais la remise en question des échelles qui ont été les nôtres pendant près de deux cents ans. C'est également la question de la métropolisation et de la « glocalisation ». Nous ne devons donc pas prendre le territoire pour un acteur. Un espace ne veut rien et ne peut rien. Ce sont les groupes qui s'y trouvent qui peuvent et qui veulent faire des choses. Le territoire offre des ressources et rien d'autres.

En conclusion, si nous n'arrivons pas à instaurer une démocratie inclusive, quotidienne et normale, nous verrons augmenter les fractures sociales ce qui n'augure rien de bon pour l'avenir.

Question du public

1. Je crois beaucoup en la capacité des hommes et des femmes d'innover et de trouver des façons de rendre les conditions de vie plus intéressantes. Je crois beaucoup au fait que les femmes sont absentes. Avez-vous des solutions, des suggestions pour faire en sorte que les femmes aient des salaires égaux à ceux des hommes, qu'elles aient des postes en politique à un degré équivalent à celui des hommes? Je considère qu'il manque une partie importante, les femmes, dans le développement social et à tous les niveaux. On ne peut donc pas atteindre cette vraie démocratie. Je sais que l'on nous dit que la porte est ouverte, venez et soyez là mais le système fait en sorte que c'est difficile et qu'il y a de nombreux obstacles.
 - Il y a une chose que j'ai appris c'est que les hommes ne doivent pas voler la parole des femmes. Je pense que ce que les femmes font, elles le font fort bien. Comment le font-elles? En ne respectant pas les règles. Elles le font par des mouvements sociaux, par des pressions, par des obligations et sans demander aux autres « Que devons-nous faire? ». Si je

devais faire un appel, ce serait un appel à la désobéissance. Je n'ai pas de solutions faciles malheureusement mais j'ai peut-être une façon de chercher des solutions.

2. J'aimerais savoir quel profil vous donnez à un membre de la société civile? Quelles suggestions auriez-vous à faire pour les remobiliser ou les motivés pour les intégrer dans la société civile?

- Tout le monde fait partie de la société civile. Je ne crois pas qu'il y ait de la démobilité. Il y a des façons différentes de se mobiliser. Le nombre de groupes communautaires a augmenté au Québec de façon phénoménale. Se mobiliser ce n'est pas se réunir dans la rue avec des pancartes. C'est aller à des réunions dans un sous-sol d'église et en arriver à un point de résolution après trois heures de discussion. En regardant les études sur le bénévolat au Canada, on voit qu'il y a des milliards de dollars en bénévolat. La démobilité n'est pas vraie.

C. TABLE RONDE

- *Guylaine Boivin, Corporation de développement communautaire du Roc;*
- *Gérald Linteau, Pastorale Sociale*
- *Georges Bouchard, Ville de Saguenay*
- *Maude Thériault, Architecte*
- *Lionel Sansfaçon, Évaluateur agréé*

Animatrice : Sylvie Dubord, CLSC du Grand Chicoutimi

Les interventions des tables rondes ont été regroupées dans le tableau à la page suivante et selon la grille d'analyse : Diagnostic, Déterminant, Pronostic et Thérapeutique.

<p style="text-align: center;">Diagnostic</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les citoyens et citoyennes de Ville de Saguenay sont entourés de services communautaires diversifiés, accessibles, professionnels et de qualité. • Les liens entre les organismes communautaires et la ville relèvent du cas par cas. • La politique néo-libérale fait en sorte que l'on déleste le rôle social d'une municipalité ou d'un État ce qui a des répercussions dans le communautaire. • Les besoins sont de plus en plus grands. Il y a une surcharge de demandes dans le milieu communautaire et une prolifération des organismes communautaires. • Le bénévolat et la syndicalisation représentent beaucoup d'activité économique. • La ville a pris conscience de la nécessité d'une politique en matière de développement communautaire et elle injecte de l'argent. Un consultant a été engagé pour élaborer un plan stratégique de développement social. • On travaille dans le curatif plus que dans le préventif par manque de temps. • Ville de Saguenay n'a pas présenté de projet de société. • Les ressources sont saupoudrées. 	<p style="text-align: center;">Déterminant</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneursip social devrait se développer davantage. • Il faut un projet pour faire avancer les choses et il y en a des projets. • Le développement social est l'enfant pauvre du développement. • Les liens entre la ville et les organismes communautaires sont restreints. • Le développement social n'est pas exclusif au mouvement communautaire mais doit se faire de manière inclusive. • Les intervenants d'organismes communautaires ne doivent pas se chicaner sur des questions de secteur et ils doivent être cohérents dans leur discours et leurs actions. • Nous vivons dans une société où il y a des « y'a pas » : y'a pas d'emplois, y'a pas de mobilisation, y'a pas de gens impliqués. Avec tous ces « y'a pas », y'a pas de projets, de défis, d'image à projeter. • Le développement social se fait avec l'implication et la participation. • La vision d'un projet de société vient du partage entre les individus et les acteurs sociaux en fonction de faire du mieux et du plus. Les défis qui émergent nécessitent que les individus se parlent. Nous n'avons pas une tradition de réseautage, de complicité citoyenne dans la région.
<p style="text-align: center;">Thérapeutique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir une politique de reconnaissance et de coopération entre les organismes communautaires et la ville, proposant l'établissement d'un contrat social afin d'améliorer les rapports de concertation et la reconnaissance mutuelle des partenaires dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes. • Faire de la place à l'économie sociale et lui donner les moyens pour qu'elle puisse réaliser son plein potentiel de création d'emplois durables et socialement utiles. 	<p style="text-align: center;">Pronostic</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'économie sociale sera un atout majeur de développement. • On se mobilisera pour prévenir et non pour toujours être dans le curatif. • Il n'y aura plus de « y'a pas ». • Les élus seront capables de vendre un projet de société à la population. • Les élus, la population, la grande entreprise, le milieu des affaires seront impliqués dans le développement social. • On tiendra compte de la primauté des personnes. • Les entreprises partageront des ressources avec des organismes communautaires. • Le monde des affaires investira au moins une heure par semaine dans le développement social. • Nous aurons un projet de société avec un contrat social qui permettra à des villes comme la nôtre d'avoir des pouvoirs pour se développer. • Les décideurs vanteront les mérites du développement endogène où développement économique rime avec développement social. • Les organismes communautaires auront davantage de ressources. • Il y aura un montant forfaitaire récurrent attribué aux organismes et donné au pro rata de la population et qui ira directement au développement social de notre territoire.
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la vision à long terme en allant plus loin qu'une vision sur 4 ans. • Se doter d'un comité de citoyens et citoyennes par quartier qui prendrait en main l'aspect du développement des collectivités. • Arrêter de défaire les choses qui sont entamées pour avoir de l'arrimage et de la continuité. • Favoriser les lieux de débats. • Développer des biens et services qui appartiennent à l'entrepreneurship communautaire. • Partager les connaissances notamment au niveau des élus, des syndicats, de la société civile, de l'entreprise privée. • Orienter les forces vives de la communauté pour se doter d'un vrai projet de société où on peut intégrer toutes les valeurs fondamentales de l'être humain : aimer, apprendre, vivre et transmettre nos connaissances. 	